



PROGRAMME LEADER 2014-2020 PARC LIVRADOIS-FOREZ

Compte rendu réunion du Comité de programmation du 11 octobre 2016 18h00 à St-Gervais-sous-Meymont

Membres participants :

Collège élus :

- Tony BERNARD, Maire de Châteldon, Président du syndicat mixte du Parc Livradois-Forez
- Michel BRAVARD, Maire de Medeyrolles, Président de la Communauté de communes de la vallée de l'Ance
- Monique FERRIER, Vice-Présidente de la Communauté de communes entre Dore et Allier
- Yves FOURNET FAYARD, Maire de Vertolaye, Président de la Communauté de communes du pays d'Olliergues
- Valérie PRUNIER, Conseillère Départementale d'Ambert

Collège privés :

- Etienne ASTIER, architecte
- Jacques BECHON, création et manifestations culturelles
- Henri DOUCET, entrepreneur, délégué CCI
- Gérard FAUCHER, association des propriétaires forestiers du Haut-Livradois
- Alain GIRONDE, association "Châteldon Loisirs et Détente"
- Jean JALLAT, membre de la Maison du tourisme du Livradois-Forez, office de tourisme de Billom
- Gérard LECOQ, Vice-Président de la Maison du tourisme du Livradois-Forez, prestataire touristique
- Aurélie MENADIER, agricultrice
- Odile REMOND, Présidente de l'association intercommunale d'animation de Courpière
- Christelle RIGOLET, agricultrice

Autres participants :

- Christiane SAMSON, Maire de Courpière
- René MEYZONET, secrétaire général de la Sous-Préfecture d'Ambert
- Eric Cournut, Directeur-Adjoint et coordonnateur LEADER Parc Livradois-Forez
- Amélie VAUFREY, chargée de mission LEADER Parc Livradois-Forez

Membres excusés :

- Chantal FACY, Vice-Présidente de la Communauté de communes du pays de Cunlhat
- Myriam FOUGERE, Maire d'Ambert, déléguée de la Communauté de communes du pays d'Ambert
- Jean-François GAGNAIRE, Vice-Président de la Communauté de communes de la Vallée de l'Ance
- Martine MUNOZ, déléguée de « Thiers Communauté »
- Patrick AUJARD, association « Livradois-Forez Média »
- Laurent BACHELERIE, agriculteur
- Florence DINOUARD DUPARC, groupement des créateurs d'entreprises d'Auvergne
- Didier LACK, centre de vacances AZUREVA
- Nathalie MARIN, structure enfance jeunesse

- Anna VERSEILS, Agricultrice - Boulangère bio.

Autres participants excusés :

- Bérengère BOUGUÉ, Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes
- Denis CHEMINAT, ASP Auvergne-Rhône-Alpes

Quorum global			Quorum secteur privé		
Nombre d'invité	Nombre présent	Quorum respecté	Nombre d'invité	Nombre présent	Quorum respecté
25	15	OUI	16	10	OUI

Le double quorum étant atteint, le comité peut se réunir et délibérer valablement.

1) Validation du compte rendu de la réunion du 25 mai 2016

Ce compte rendu vous a été transmis par courrier le 3 juin 2016.

Aucune remarque n'étant formulée, le compte rendu est adopté à l'unanimité des membres.

2) Etat d'avancement du conventionnement et de la mise en œuvre de la programmation

Tony BERNARD rappelle que, suite à la sélection de la candidature LEADER du Parc il y a plus d'un an, un important travail avec les services de la Région et de l'ASP (Agence de Service et de Paiement) a été réalisé pour préciser le contenu des actions, leur contrôlabilité et leur articulation avec les autres dispositifs Européens.

Après plusieurs mois d'échanges, la convention cadre a été signée le 9 septembre dernier par le Président du Conseil régional, le Président directeur général de l'Agence de Service et de Paiement et lui-même, en tant que Président du syndicat mixte du Parc Livradois-Forez.

Cette signature officialise définitivement l'attribution d'une enveloppe FEADER au territoire Livradois-Forez et lui permet d'en assurer sa mise en œuvre. Sur les 13 territoires LEADER du territoire Auvergnat, 6 ont leur convention signée (Pays du Velay, Pays de St Flour, Pays d'Aurillac, Pays de Moulins-Auvergne et Pays d'Issoire).

Pour ce qui concerne l'instruction des demandes de subvention LEADER, Eric COURNUT précise que les services de la Région ont avancé sur la définition et la mise en œuvre des outils nécessaires. Le formulaire officiel de demande est désormais disponible. Par contre, Osiris, le logiciel de saisi n'est toujours pas opérationnel.

Tony BERNARD insiste sur le fait que tout projet doit être instruit par la Région avant d'être voté de façon définitive en Comité de programmation. Le rôle de la Région dans cette instruction est de vérifier la conformité de la demande, sa complétude et valider le plan de financement proposé. La Région n'a aucun jugement à émettre sur l'opportunité du projet. C'est au Comité de programmation d'en juger.

Eric COURNUT rajoute que depuis le premier Comité de programmation, une quarantaine de dossiers ont été examinés pour avis préalable. Une douzaine devrait être complets et envoyés à la région pour instruction prochainement.

Compte tenu du nombre important de dossiers en attente dans tous les GAL d'Auvergne, les délais d'instruction de nos dossiers par les services de la région risquent d'être particulièrement longs.

3) Composition du comité de programmation : remplacement d'un membre

Pour des raisons professionnelles, M. Jean-François GAGNAIRE, Vice-Président de la Communauté de communes de la Vallée de l'Ance, a indiqué son impossibilité à participer aux réunions du Comité de programmation LEADER.

Après consultation, Tony BERNARD propose que Mme Christiane SAMSON, Maire de Courpière remplace M. Jean-François GAGNAIRE au sein du collège des élus. Ce remplacement permettra une meilleure représentation du secteur de Courpière dans le Comité de programmation.

→ Proposition de modification de la composition du Comité de programmation votée à l'unanimité.

Madame Christiane SAMSON peut donc valablement prendre part aux votes pour le reste de la réunion.

4) Modification de la fiche action 3-1 « Développer les usages numériques »

Tony BERNARD rappelle que le programme LEADER Parc Livradois-Forez dispose d'une fiche action permettant d'accompagner les projets favorisant l'usage du numérique. Lors de l'écriture de la candidature LEADER, le programme opérationnel du FEDER n'était pas encore connu de façon précise. La mesure 2-4 du FEDER sur l'e-éducation prévoit le soutien aux opérations d'équipement informatique à vocation pédagogique dans les écoles. La fiche action 3-1 du programme LEADER Parc Livradois-Forez prévoit également le financement de ce type d'opération.

Lors du conventionnement, une ligne de partage a été définie entre les deux dispositifs pour ne pas avoir de risque de double financement :

- Projets supérieurs à 20 000 € HT : orientation sur le FEDER ;
- Projets inférieurs à 20 000 € HT : orientation sur le LEADER.

Mais le FEDER a un taux de financement de 40% contre 80% pour le LEADER. Les projets supérieurs à 20 000 € HT se trouvent de fait défavorisés en ne bénéficiant que d'une subvention potentielle de 40%.

Aussi, pour ne pas créer d'effet d'aubaine et ne pas défavoriser les projets de plus grande envergure, il est proposé de modifier la fiche action 3-1 pour permettre le financement des équipements numériques dans les écoles, dans les mêmes termes que le dispositif FEDER.

Il est donc proposé de modifier la fiche action 3-1 du programme :

- Précision du type d'opération
- Indication des dépenses non éligibles
- Limitation du taux LEADER sur ce type d'opération à 40 %
- Précision sur l'articulation avec le FEDER.

→ La nouvelle version de la fiche 3-1 ainsi proposée est votée à l'unanimité (cf annexe).

Eric COURNUT rajoute que ce type de modification sur le contenu des fiches sera possible au fur et à mesure du programme, lorsque le Comité de programmation le jugera utile.

5) Examen pour avis préalable des premières demandes de subvention

9 dossiers sont prévus à l'ordre du jour pour avis préalable. Tous ont été vus en Comité technique le 19 septembre dernier. Tony BERNARD remercie les quelques membres du Comité de programmation ayant assisté à cette réunion (Laurent BACHELERIE, Jean JALLAT et Monique FERRIER). Il rappelle que cette participation à ces comités techniques n'est pas une obligation, c'est aux membres du Comité de programmation de juger en fonction de leurs disponibilités s'ils souhaitent y participer ou pas. Tony BERNARD insiste sur le fait que seules les décisions prises en comité de programmation sont valables dans la formulation de l'avis préalable et pour la décision de programmation des projets. Le Comité technique n'intervient que dans la formulation d'un avis technique et pour apporter des précisions sur le contenu des projets présentés.

Avant la présentation des projets, Tony BERNARD précise que le contenu du classeur de séance a été réactualisé (la version des fiches définitive et les critères de sélection).

Fiche action 1-1 : Donner aux centres-bourgs les moyens de leur rayonnement et leur permettre de jouer pleinement leur rôle de centralité

Intitulé du projet	Etude de programmation d'une maison de services au public Communauté de communes du Haut-Livradois
Date de début de projet	10 août 2016 (signature acte d'engagement)
Prestataire retenu	CRX AMO à Riom (63)
Montant éligible LEADER	11 400 € HT
Subvention LEADER prévisionnelle	4 560 € (40%)
Projet admissible	OUI
Remarques du Comité de programmation	Tony BERNARD souligne que le territoire du Haut Livradois a été retenu comme Territoire à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV). Amélie VAUFREY rajoute que le rendu de l'étude est prévu en fin d'année, en prévision de la future fusion des intercommunalités.
Note sur la grille générale d'analyse	12/20
Note sur les critères de sélection	6/6
→ Avis préalable favorable du Comité de programmation	

Fiche action 1-2 : Réinventer les centres-bourgs par des opérations d'aménagements innovantes et ambitieuses – bloc opération 1

Intitulé du projet	Etude de faisabilité et d'accompagnement à la création d'une SCIC en Livradois-Forez à vocation de construction/réhabilitation en centres-bourgs Syndicat mixte du Parc naturel régional Livradois-Forez
Date de début de projet	Consultation en cours
Prestataire retenu	Consultation en cours
Montant éligible LEADER	34 189,83 € HT
Subvention LEADER prévisionnelle	27 351,86 € (80%)
Projet admissible	Sans objet
Remarques du Comité de programmation	Eric COURNUT souligne que si la SCIC est mise en place à l'issue de cette étude, le Livradois-Forez sera parmi les premiers territoires en France à engager ce type de démarche. Tony BERNARD rajoute que c'est également une façon de lutter contre les marchands de sommeil ou contre les réhabilitations de bâti désastreuses en plein centre-bourg
Note sur la grille générale d'analyse	11/20
Note sur les critères de sélection	2/2
<p><i>Tony BERNARD, en tant que président du syndicat mixte ne prend pas part au vote</i> ➔ Avis préalable favorable du Comité de programmation</p>	

Alain GIRONDE s'interroge sur le montage financier de l'opération et sur le taux de co-financement du LEADER. Eric COURNUT explique que, théoriquement lorsque c'est une collectivité qui porte, le taux maximum d'aide public peut aller jusqu'à 100%. Il est néanmoins d'usage de demander un autofinancement minimum de 20%. Pour le cas du Syndicat mixte du PNR Livradois-Forez, il ne lève pas d'impôt et ne dispose que de très faibles marges de manœuvre en termes d'autofinancement. Aussi, les opérations sont généralement cofinancées par la région ou le département, en plus du LEADER, afin de minimiser son autofinancement.

Fiche action 1-2 : Réinventer les centres-bourgs par des opérations d'aménagements innovantes et ambitieuses – bloc opération 3

Intitulé du projet	Réhabilitation de l'immeuble place St Jean : création de deux logements duplex en centre-bourg Commune d'Ambert
Date de début de projet	19 juillet 2016 (date signature du premier acte d'engagement avec entreprise)
Architecte retenu	Etienne ASTIER, architecte, Ambert
Montant éligible LEADER	285 000 € HT

Subvention LEADER prévisionnelle	79 261 € (28%)
Projet admissible	OUI
Remarques du Comité de programmation	Tony BERNARD précise que c'est la commune qui porte elle-même les travaux et assurera la location. Le plan de financement des opérations de travaux est provisoire car les appels d'offres pour les entreprises ne sont pas encore réalisés. Amélie VAUFREY rajoute que la commune a souhaité créer deux duplex de grande taille pour ainsi accueillir des familles.
Note sur la grille générale d'analyse	11/20
Note sur les critères de sélection (niveau 4)	3/3
<i>Etienne ASTIER, en tant que maître d'œuvre de l'opération ne prend pas part au vote</i> ➔ Avis préalable favorable du Comité de programmation	

Intitulé du projet	Réhabilitation de 3 logements à Châteldon EPF Smaf
Date de début de projet	Octobre 2016
Architecte retenu	Max, atelier d'architecture (Pérignat-lès-Sarliève, 63)
Montant éligible LEADER	62 500 € HT
Subvention LEADER prévisionnelle	50 000 €
Projet admissible	OUI
Remarques du Comité de programmation	Tony BERNARD précise que le chiffrage précis de l'opération a été validé en conseil d'administration de l'EPF Smaf la semaine dernière. Eric Cournut explique que dans ce type d'opération, où un loyer sera perçu par le bénéficiaire à la suite de la réhabilitation, l'équipe LEADER sera vigilante à ne pas créer d'effet d'aubaine. L'intérêt du financement LEADER est d'intervenir sur les surcoûts liés à la qualité des aménagements (isolation, chauffage, menuiseries...).
Note sur la grille générale d'analyse	10/20
Note sur les critères de sélection (niveau 4)	3/3
<i>Tony BERNARD, en tant que maire de la commune ne prend pas part au vote</i> ➔ Avis préalable favorable du Comité de programmation	

Fiche 2-1 : Développer l'implication sociétale des entreprises et des organisations

Intitulé du projet	Montage d'une candidature au dispositif « territoires zéro chômeur de longue durée » Commune de Thiers
Date de début de projet	1 ^{er} août 2016
Montant éligible LEADER	49 000 € (financement d'un poste sur 1 an)
Subvention LEADER prévisionnelle	39 200 €
Projet admissible	Sans objet
Remarques du Comité de programmation	Odile REYMOND s'interroge sur la place de pôle emploi : n'est-ce pas déjà leur rôle ? Henri DOUCET émet des réserves sur le fonctionnement d'une telle initiative. Tony BERNARD rappelle qu'il s'agit d'une expérimentation. Elle va permettre la création d'une EBE (entreprise à but d'emploi) qui va embaucher directement les chômeurs de longue durée. Elle proposera des emplois nécessaires localement mais qu'aucune entreprise de prestation ne propose actuellement. 70 personnes ont d'ores et déjà fait part de leur souhait d'intégrer l'EBE. Alain GIRONDE demande comment fonctionnera l'EBE au bout d'un an, lorsque le financement du poste n'existera plus. Tony BERNARD répond que l'objectif est que l'EBE fonctionne de façon indépendante. Eric Cournut conclue que cette action innovante est vraiment dans l'esprit du programme LEADER.
Note sur la grille générale d'analyse	15/20
Note sur les critères de sélection (niveau 4)	2/2
➔ Avis préalable favorable du Comité de programmation	

Jean JALLAT souhaiterait savoir si des pistes d'activités sont d'ores et déjà identifiées. N'ayant pas les éléments lors du Comité de programmation, Amélie VAUFREY propose de demander ces précisions à Etienne CLAIR, responsable du pôle développement économique au Parc, qui suit le projet et de les rajouter dans le présent compte rendu :

La candidature à l'appel à projet « territoire zéro chômeurs de longue durée » doit être déposée le 28 octobre prochain. La sélection devrait être connue le 21 novembre.

Si la candidature de Thiers est retenue :

- L'EBE sera créée avec le recrutement d'un-e directeur-ice
- Une première vague de recrutement d'ici la fin du 1^{er} trimestre (environ 30 personnes)
- Et une deuxième vague de recrutement à la fin du deuxième trimestre (au total 70 personnes).

Ils seront recrutés directement par l'EBE.

Le dossier de candidature doit définir des pistes d'activités. Aujourd'hui les pistes envisagées sont dans les domaines :

- de l'entretien et de la valorisation du patrimoine,
- des services à la personne
- des services aux entreprises

- du service à la mobilité,
- ou encore de la récupération des rémanents forestiers.

Des contacts sont en cours avec les futurs clients de l'EBE. Les contrats de prestations seront finalisés et signés lorsque la candidature sera retenue et que l'EBE sera créée.

Fiche action 3-2 : Favoriser les réseaux et l'innovation organisationnelle au service des pratiques vertueuses

Intitulé du projet	Projets de sensibilisation au développement durable, à l'éco-citoyenneté Communauté de communes du pays d'Ambert
Date de début de projet	Mai 2016
Montant éligible LEADER	14 850 € HT
Subvention LEADER prévisionnelle	11 880 €
Projet admissible	Sans objet
Remarques du Comité de programmation	Aurélien MENADIER demande si ce type d'animation était déjà existant sur le territoire. Amélie VAUFREY précise que certaines des animations comme Recup'Art existaient déjà sur le territoire. Mais ce programme global d'actions permet de renforcer et de proposer des animations et sensibilisation complémentaires. Ce premier test fera l'objet d'un rapport d'activité qui évaluera l'intérêt de reconduire cette opération à l'échelle de la future communauté de communes. Ce bilan pourra être présenté lors du passage du dossier en programmation.
Note sur la grille générale d'analyse	13/20
Note sur les critères de sélection (niveau 4)	5/6
→ Avis préalable favorable du Comité de programmation	

Intitulé du projet	Expérimenter une dynamique locale autour du renforcement du lien social, de la réduction de la fracture numérique et de la prévention santé Communauté de communes du pays d'Olliergues
Date de début de projet	Juin 2016
Montant éligible LEADER	36 014,44 € (financement de 0,4 ETP sur un an)
Subvention LEADER prévisionnelle	28 811,55 €
Projet admissible	Sans objet
Remarques du Comité de programmation	Yves FOURNET FAYARD précise que la présentation du programme des ateliers a eu lieu il y a 1 mois avec plus de 200 personnes présentes. Beaucoup de personnes se sont inscrites, ce qui nécessitera de doubler les ateliers. Aurélien MENADIER s'interroge sur la pérennité de l'action suite à la fusion des intercommunalités. Yves FOURNET FAYARD précise que ce type d'initiative existe déjà dans les intercommunalités voisines dans une moindre mesure. Il est donc envisageable de coordonner l'action à l'échelle de la future intercommunalité. Amélie VAUFREY rajoute que l'animation portée par une

	collectivité assure une certaine pérennité. D'autant plus que la personne responsable de ces ateliers est particulièrement dynamique et reconnue localement. Cette action illustre parfaitement la notion de « tiers lieu ».
Note sur la grille générale d'analyse	14/20
Note sur les critères de sélection (niveau 4)	5/6
<p><i>Yves FOURNET FAYARD, en tant que président de l'intercommunalité ne prend pas part au vote</i> ➔ Avis préalable favorable du Comité de programmation</p>	

Intitulé du projet	Développement des modes de déplacements alternatifs au « tout voiture individuelle » Syndicat mixte du Parc naturel régional Livradois-Forez
Date de début de projet	29 juin 2016 (signature acte d'engagement)
Prestataire retenu	INDDIGO (Chambéry 73)
Montant éligible LEADER	22 577,50 € HT
Subvention LEADER prévisionnelle	17 577,50 €
Projet admissible	Sans objet
Remarques du Comité de programmation	Eric COURNUT précise qu'il n'existe pas beaucoup d'alternatives au « tout voiture » dans les zones rurales. René MEYZONET demande si le SIVU TUT a été associé à la démarche. Tony BERNARD précise que cette étude est étroitement liée à l'étude en cours portée par le SIVU sur les assises de la mobilité. De plus, le président du SIVU est également le Vice-Président du PNR, en charge de cette action.
Note sur la grille générale d'analyse	14/20
Note sur les critères de sélection (niveau 4)	6/6
<p><i>Tony BERNARD, en tant que président du syndicat mixte ne prend pas part au vote</i> ➔ Avis préalable favorable du Comité de programmation</p>	

Fiche action 3-3 : Renforcer le sentiment d'appartenance et promouvoir les spécificités du territoire

Intitulé du projet	Aménagements du chemin de Montaigne Communauté de communes de la Montagne Thiernoise
Date de début de projet	Octobre 2016, pose de la signalétique prévue en avril 2017
Montant éligible LEADER	7 631 € HT
Subvention LEADER prévisionnelle	6 105 €
Projet admissible	Sans objet

Remarques du Comité de programmation	
Note sur la grille générale d'analyse	12/20
Note sur les critères de sélection (niveau 4)	3/3
→ Avis préalable favorable du Comité de programmation	

6) Information sur l'état d'avancement de la pré-programmation et de la programmation par rapport à la maquette financière du programme

La maquette financière mise à jour est disponible dans le classeur distribué en séance et annexée à ce compte rendu.

Au total, près de 2,140 millions d'euros sont d'ores et déjà pré-programmés, ce qui représente 45% de l'enveloppe. Alors même que la programmation des projets n'est toujours pas possible. Tony BERNARD rappelle qu'une rallonge de crédit pourra être négociée en 2018. De plus, suite à la fusion des EPCI, les projets des collectivités devraient être moins nombreux au cours de l'année 2017.

Eric Cournut souligne que les dossiers examinés en avis préalable présentent des plans de financement provisoires avec un taux de financement LEADER maximum. Suite à l'instruction, il est probable que certaines subventions soient revues à la baisse.

Amélie VAUFREY précise que la maquette financière ne prend plus en compte les projets de l'abattoir d'Ambert pour la maîtrise d'œuvre (80 000 € de LEADER) et celui de l'ESAT d'Escolore pour la conserverie (34 000 € de LEADER) qui ont été réorientés sur le FEADER. De même pour le dossier de la plateforme numérique de Cité Commerce, présenté au LEADER dans un premier temps, qui a été réorienté sur le FEDER et qui a bénéficié d'un accord de subvention à hauteur de 40% en septembre dernier.

Le projet présenté par la Communauté de commune de la Montagne Thiernoise sur la réhabilitation de logements à la Monnerie le Montel sera vraisemblablement abandonné et finalement porté par la commune elle-même.

Eric Cournut rajoute que 2 dispositifs en faveur des entreprises sont prévus dans le programme LEADER :

- Intervention sur le commerce et l'artisanat (fiche 1-2, bloc 4) qui sera mis en œuvre suite au rendu de l'étude en cours qui va définir une méthodologie d'intervention pour accompagner les projets.
- Intervention dans les entreprises dans le cadre du dispositif avec la CARSAT (fiche 2-1 bloc 2).

Les premiers dossiers concernant ces deux dispositifs devraient être présentés en 2017.

FICHE-ACTION	N°3-1	Développer les outils et les usages numériques
--------------	-------	--

1. Description générale et logique d'intervention

a) Références aux objectifs du cadre stratégique commun et aux priorités de l'UE pour le développement rural

Objectifs du RDR

- Assurer le développement territorial équilibré des économies et des communautés rurales, notamment la création et la préservation des emplois existants

Priorités du RDR

- Favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ainsi que dans les zones rurales
- Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique.

b) Objectifs stratégiques et opérationnels

Objectifs stratégiques :

Le développement numérique s'impose désormais comme un moteur de croissance économique, un levier de compétitivité pour les entreprises et plus globalement un vecteur de transformations sociétales majeures pour la population.

La Région Auvergne Rhône-Alpes et les Conseils départementaux concernés se sont engagés, avec le soutien de l'Etat et de l'Europe, à l'aménagement numérique du territoire. L'objectif est de couvrir avant 2025 en très haut débit la totalité des centres-bourgs et d'améliorer significativement la couverture des secteurs avec un habitat disséminé.

En Livradois-Forez, plusieurs initiatives ont été expérimentées sur la médiation ou la lecture numérique. Pour autant, elles sont encore trop isolées, alors même que le recours généralisé aux usages numériques est susceptible d'une part, de favoriser la créativité et développer de nouvelles activités, et d'autre part, de désenclaver le territoire et d'accroître son attractivité.

Le manque de connaissance des usages, des besoins et des attentes du territoire ainsi que des opportunités de développement freine par ailleurs la généralisation des outils et des usages numériques dans bien des secteurs.

Le territoire doit donc miser sur la créativité et les usages numériques, au risque d'accentuer la fracture numérique entre les habitants des zones les plus peuplées et les autres.

Objectifs opérationnels :

L'objectif est de faire du développement numérique un vecteur de développement durable et solidaire du territoire (en encourageant notamment les pratiques créatives) pour :

- développer l'attractivité du territoire afin de maintenir et accueillir des populations ;
- faire des usages numériques un vecteur de lien social ;
- favoriser le partage des connaissances, de l'information et des données ;

- répondre aux besoins non satisfaits au moyen d'outils numériques ;
 - développer la connaissance des équipements et des besoins du territoire ainsi que l'expertise des usages nouveaux ;
 - favoriser la prise en compte des usages du numérique dans les projets publics en s'appuyant sur le « laboratoire d'usages numériques » en cours de mise en place.
- Ce développement s'appuiera sur le déploiement d'équipements et d'infrastructures, en lien avec le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique et le Réseau d'Initiative Publique Très Haut Débit de l'Auvergne.

c) Effets attendus

- meilleure compréhension des besoins, adaptation des outils et développement de nouveaux usages ;
- acquisition et mobilisation de compétences chez les acteurs susceptibles d'informer ou sensibiliser le public ;
- déploiement de nouvelles installations et amélioration du niveau d'équipement ;
- accessibilité du territoire ;
- installation de nouveaux habitants pour exercer leurs activités ;
- mobilité de la population et accès à de nouveaux services dématérialisés (santé, éducation...).

2. Description du type d'opérations*

- études, enquêtes, expertises visant à acquérir et à développer les connaissances sur les besoins et les usages en vue d'identifier les potentiels de développement du numérique dans les services ;
- création d'open data, c'est-à-dire d'outils concourant à la libération ou l'enrichissement de données publiques, et au développement d'applications destinées aux entreprises ou aux citoyens, pour organiser la connaissance et la diffusion des informations produites ;
- élaboration et mise en œuvre par les collectivités locales de plans d'actions territoriaux en faveur du développement des usages du numérique dans les secteurs du tourisme, de la lecture, de l'e-éducation, de la santé et des services ;
- **opération d'acquisition de matériels et équipements numériques à vocation pédagogique dans les écoles ;**
- expertises, études et actions d'animation d'initiatives de développement des outils numériques,
- création d'outils et de services numériques favorisant l'accès aux services à la population, l'attractivité du territoire ou le lien social ;
- opérations de médiation et de formation (le public et le contenu pédagogique de la formation devront être définis dans un cahier des charges au moment de l'instruction de l'opération) au numérique (permettant de développer des compétences sur le territoire) au sein des organisations en contact avec le public et les usagers ;
- réalisation de schémas communaux ou intercommunaux de développement des équipements numériques ;
- équipements et travaux pour permettre l'accès à l'internet très haut débit ;
- projets de recherche dans les domaines du développement des outils et des usages numériques sur la base d'un cahier des charges proposé par le GAL et impliquant au moins un organisme de recherche.

3. Type de soutien

Subvention directe déterminée sur la base des dépenses éligibles retenues.

4. Liens vers d'autres actes législatifs

Régime d'aide n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME

Régime cadre n° SA.39252 relatif aux Aides à Finalité Régionale

Régime d'aide n° SA.40206 relatif aux aides en faveur des infrastructures locales

Régime d'aide n° SA.40207 relatif aux aides à la formation

Régime d'aides d'Etat en faveur des infrastructures à haut débit (à paraître en application du règlement européen d'exemption par catégorie).

5. Bénéficiaires*

Communes, EPCI, syndicats mixtes, syndicats intercommunaux, chambres consulaires, établissements d'enseignement supérieur et de recherche, établissements dont l'activité de recherche est clairement mentionnée dans les statuts ou équivalent, sociétés coopératives et associations loi de 1901 déclarées en Préfecture.

6. Coûts admissibles*

- Prestations d'études, d'enquêtes et d'expertises,
- Frais de formation : prestations pédagogiques, supports de formation,
- Pour les participants à l'opération : dépenses de déplacement, de restauration et d'hébergement,
- Dépenses de location de locaux ponctuelles (une location à l'année entrera dans les frais de structure indirectement liés à l'opération et donc inclus dans les 15 %) et de matériel, de réception,
- Achat de matériel et fournitures utilisés uniquement dans le cadre de l'opération,
- Prestations de communication, de sensibilisation et d'information (par exemple : frais de conception de supports, d'impression, de reproduction et d'affranchissement),
- Frais de personnel liés à l'opération : frais salariaux, frais de structure indirectement liés à l'opération calculés sur une base forfaitaire correspondant à 15% des frais salariaux, frais de déplacement, d'hébergement et de restauration,
- Coûts liés au développement, à la maintenance et à l'hébergement d'applications, de systèmes d'information et de communication numériques,
- Equipements directement liés à l'opération (par exemple : matériel informatique, logiciel, bureautique, matériel technique, application et supports numériques),
- Achat de matériel et fournitures uniquement utilisés dans le cadre de l'opération,
- Achat de mobilier d'intérieur,
- Travaux et équipements nécessaires à la création de réseaux d'accès à l'internet très haut débit.

Dépenses inéligibles :

- Acquisition immobilière
- Matériel d'occasion
- Travaux sur les réseaux d'eau et d'assainissement
- Dépenses de voirie et d'électrification

- Travaux d'entretien courant, de mise aux normes
- **renouvellement d'équipements informatiques et/ou numériques**

7. Conditions d'admissibilité*

Néant.

8. Principes applicables à l'établissement des critères de sélection

Le comité de programmation examinera et sélectionnera les opérations éligibles au regard d'une grille de critères spécifique à cette fiche-action. Cette grille de critères sera élaborée et validée par le comité de programmation préalablement à toute programmation d'opération.

Cette grille devra notamment prendre en compte des critères liés à la nature et au niveau de recours aux outils numériques et à l'intérêt collectif de l'opération (accessibilité, lien social...) et/ou son caractère innovant.

Pour les opérations d'investissements en vue d'améliorer l'accès à l'internet très haut débit, le comité de programmation sélectionnera les opérations identifiées comme prioritaires sur le territoire et cohérentes avec le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique et le Réseau d'Initiative Publique Très Haut Débit d'Auvergne.

Modalités de dépôt et d'examen des dossiers : procédure de soumission en continu des projets. Le comité de programmation pourra décider de l'organisation d'appels à projets s'il juge judicieux de le faire.

9. Montants et taux d'aide applicables*

Taux de cofinancement du FEADER : 80%.

Taux maximum d'aide publique : 100 % (sous réserve du régime d'aides d'Etat applicable, le cas échéant).

Pour les opérations d'acquisition de matériels et équipements numériques à vocation pédagogique dans les écoles, le taux maximum d'intervention du FEADER sera de 40%.

Modalités de dégressivité dans le cas d'une opération récurrente (telle que définie dans la mesure 19 du PDRR) : les opérations récurrentes seront soutenues sur la programmation 2014-2020 au maximum pour 3 occurrences. Par rapport au soutien apporté à la première occurrence, le taux d'intervention du FEADER sera réduit de 5 points à la seconde occurrence de l'opération et de nouveau de 5 points à la troisième occurrence.

Montant plancher d'aide FEADER (à l'instruction) : 2 000 €.

Montant d'aide FEADER plafonné à 200 000 € (à l'instruction) par opération.

10. Informations spécifiques sur la fiche-action

a) Lignes de complémentarité avec les autres dispositifs du PDRR, avec les dispositifs des autres fonds européens (PO FEDER/FSE, POI FEDER Massif Centre, POI FEDER Loire)*

Une opération soutenue par LEADER ne pourra pas être également soutenue par un autre dispositif européen. Le bénéficiaire de l'aide LEADER s'engagera à ne pas solliciter d'autres aides que celles figurant dans le plan de financement de l'opération et à informer le GAL de tout changement du plan de financement pendant la durée des engagements. Le GAL et les services instructeurs effectueront des contrôles croisés afin de s'en assurer.

Identification des autres dispositifs européens sur lesquels portera la vigilance du GAL et des services instructeurs :

- Mesure 1 du PDDR Auvergne : LEADER ne soutiendra pas les actions de formation professionnelle, d'information et de diffusion de connaissances ayant été présentées et retenues dans le cadre des AAP de la mesure 1 du PDDR.
- Sous-mesure 7.4 du PDR Auvergne : Cette fiche-action soutiendra la création d'outils et de services numériques sur le territoire LEADER. Les maisons de santé ne sont pas éligibles à cette fiche-action.
- Priorité d'investissement 1a du PO FEDER-FSE Auvergne Dispositifs 1-1 : Cette fiche-action LEADER ne soutiendra pas les projets de recherche académiques retenus sur les appels à projets émis dans le cadre du dispositif 1-1 du FEDER-FSE Auvergne.
- Priorité d'investissement 2a du PO FEDER-FSE Auvergne Dispositifs 2-1 : cette fiche-action LEADER ne soutiendra pas les opérations éligibles au dispositif 2-1 du FEDER-FSE Auvergne, en particulier celles identifiées dans le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique et le Réseau d'Initiative Publique Très Haut Débit d'Auvergne
- Priorité d'investissement 2c du PO FEDER-FSE Auvergne Dispositifs 2-3, 2-4 et 2-5 : cette fiche-action LEADER ne soutiendra pas les opérations d'envergure régionale ou départementales. **En particulier, sur les opérations d'acquisition de matériel et équipements numériques dans les écoles : cette fiche-action ne soutiendra pas les opérations d'un montant d'investissement global supérieur à 20 000 € HT éligibles au dispositif 2-4 du FEDER.**
- Priorité d'investissement 2c du PO FEDER-FSE Auvergne Dispositifs 2-6 : cette fiche-action LEADER pourra soutenir :
 - Les *projets numériques* d'un montant inférieur à 20 000 € HT ;
 - Les *projets non numériques au sens du dispositif 2-6 du PO FEDER-FSE Auvergne, c'est-à-dire dont les dépenses présentées sont à moins de 50% numériques* ;
 - Les *projets numériques* basés sur un partenariat public-privé, matérialisé par une convention entre au moins un partenaire public et un partenaire privé.
- Objectif spécifique 3 – action 2 du PO FEDER interrégional Massif Central : Cette fiche-action 3-1 ne soutiendra pas la structuration et la promotion de l'offre d'accueil de nouvelles populations à l'échelle du Massif central et en particulier le poste de chargé de mission accueil.

Ces lignes de complémentarité permettront également au GAL et aux services instructeurs d'orienter les opérations vers le dispositif de soutien le plus adéquat.

b) Questions évaluatives et indicateurs de réalisation et de résultats

Questions évaluatives :

- Le secteur du tourisme a-t-il rattrapé son retard en terme de développement des usages du numérique ?
- Les collectivités et le secteur public en général ont-ils développé les usages du numérique ?
- Le territoire est-il attractif pour la création de nouvelles activités dans le domaine du numérique ?

Indicateurs :

TYPE D'INDICATEURS	INDICATEURS	CIBLE
Réalisation	Nombre de dossiers programmés	20
Réalisation	Montant moyen de subvention attribué par dossier	15 375 €
Réalisation	Montant moyen de dépense publique par dossier	19 218 €
Résultats	Nombre d'emplois créés, maintenus	10
Résultats	Nombre d'acteurs impliqués dans les projets de développement du numérique	100
Réalisation	Nombre de projets soutenus en faveur des usages et des équipements numériques	20

<u>Mise à jour au 11 octobre 2016</u>	LEADER							Autre co-financement public			
Fiche Action	Maquette initiale	Pré-programmé	%	Programmé	%	Réalisé	%	Maquette initiale	Pré-programmé	Programmé	Réalisé
1-1: Donner au centre-bourg les moyens de leur rayonnement et leur permettre de jouer pleinement leur rôle de centralité	230 000,00	186 280,90	81%					57 500,00	82 628,22		
1-2: Réinventer les centres-bourgs par des opérations d'aménagement innovantes et ambitieuses	1 307 000,00	1 221 822,86	93%					326 750,00	2 374 874,97		
2-1: Développer l'implication sociétale des entreprises et des organisations	653 500,00	39 200,00	6%					163 375,00	9 800,00		
2-2: Mieux valoriser les ressources locales et les potentiels économiques du Livradois-Forez	499 000,00	200 539,62	40%					124 750,00	257 394,96		
3-1: Développer les outils et les usages numériques	307 500,00	24 000,00	8%					76 875,00	6 000,00		
3-2: Favoriser les réseaux et l'innovation organisationnelle au service des pratiques vertueuses	231 000,00	58 269,05	25%					57 750,00	15 172,89		
3-3: Renforcer le sentiment d'appartenance et promouvoir les spécificités du territoire	615 000,00	58 677,50	10%					153 750,00	30 508,50		
4: Coopération interterritoriale et transnationale	192 000,00	199 800,00	104%					48 000,00	151 200,00		
5: Coordination, animation, gestion, communication et évaluation du programme	692 117,00	150 000,00	22%					173 030,00	37 500,00		
TOTAL	4 727 117,00 €	2 138 589,93 €	45%	0,00 €	0%	0,00 €	0%	1 181 780,00 €	2 965 079,54 €	0,00 €	0,00 €